

Incendies :

L'intersyndicale interpelle Matignon lors de la venue du 1^{er} ministre en Gironde.

Une rencontre a eu lieu ce lundi 17 août 2026 à Bordeaux entre une intersyndicale girondine CGT-CFDT-FO-FSU et le cabinet du 1^{er} ministre en déplacement en Gironde. Cette entrevue a permis d'appuyer notre analyse et nos revendications diffusées le 7 août, concernant les feux de forêts dévastateurs de juillet.

Constat :

Les « mégafeux » ne sont plus des événements exceptionnels ni limités à quelques hectares. Avec le dérèglement climatique, les incendies sont plus précoces, plus fréquents et plus intenses.

Les leçons des mégafeux girondins de 2022 non pas été prises en compte. Les urgences vitales comme celle de soigner la population ou de protéger nos territoires ont été délaissées et ce, malgré les alertes et **revendications des agents du SDIS et de l'ONF**, qui demandent des effectifs et des moyens à la hauteur des enjeux, ainsi que **celles des scientifiques**, notamment du GIEC, qui alertent depuis des années sur **l'urgence climatique** et la nécessité d'un **changement profond de modèle**.

Aujourd'hui, **consternation, désarroi et colère** dominent parmi les populations confrontées à des crises répétées. La **prévention, les moyens de lutte et la protection des populations** doivent devenir une **priorité absolue des politiques publiques**. Il n'est plus possible d'attendre !

Le manque de prévention et de moyens, lui, est un choix politique que l'on ne peut pas accepter :

Plus de canadais, moins de tanks !

Les catastrophes climatiques ne doivent jamais devenir des catastrophes sociales et sanitaires !

Trop de travailleurs-ses encore subissent injustement des ruptures de contrat de travail, une perte de salaire ou de congés à la suite de ces incendies.

Nous réaffirmons la nécessité de **garantir l'intégralité des rémunérations** des agents publics et des salariés du privé, notamment via le dispositif de **chômage partiel**, qui ne doit pas rester sous le seul contrôle du patronat et au bénéfice exclusivement de celui-ci. A ce jour, les salariés empêchés d'exercer pendant les incendies peuvent subir une baisse de rémunération de plus d'un quart de leur salaire net, a contrario l'État prend en charge l'intégralité de la part patronale de l'activité partielle.

Les salariés perdent un quart, les patrons zéro !

Les salariés et agents, mobilisés en première ligne pour faire face aux crises, notamment climatiques, doivent être **reconnus et protégés**, avec des conditions de travail assurant la **sécurité pour tous les métiers**.

Alors que gouvernement et patronat font de la reprise économique leur priorité, nous rappelons qu'elle **ne peut se faire au détriment de la santé, de la sécurité et des garanties sociales** des travailleurs. Nous continuerons à alerter et à agir pour que ces principes demeurent intangibles.

La conséquence est évidente : la très grande majorité des salariés dont les entreprises ont subi des dégâts, vont se retrouver contraints par leur employeur de **reprendre le travail au détriment de leur santé** dans un environnement pollué par les incendies avec des matériaux calcinés et les risques chimiques associés.

Par ailleurs, alors que l'alimentation en énergie des usagers et des entreprises constitue un élément essentiel de la reprise d'activité, **nous avons demandé au Premier ministre des garanties sur le statut des énergéticiens**, actuellement visé par des projets gouvernementaux. La sécurité énergétique du pays ne peut être fragilisée par des réformes qui affaibliraient ces acteurs essentiels.

Situation des Conseils d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE)

LE CAUE de Gironde en liquidation. Leurs compétences sont essentielles pour la reconstruction à prévoir. Leur fermeture programmée serait d'autant plus scandaleuse que le 1^{er} ministre annonce une « **mission ministérielle de reconstruction** ».

Plan de Retour à l'Équilibre (PRE) du Département de la Gironde

Concernant le budget du Conseil Départemental de la Gironde, **nous avons réitéré l'urgence de l'abandon du Plan de Retour à l'Équilibre (PRE) de plus de 100 millions d'euros** prévu au détriment de la population et des agents. Un PRE d'autant plus néfaste pour les politiques de solidarité nécessaires dans le département après les incendies.

L'argent public doit avant tout garantir des réponses aux besoins de la population !

Les 211 milliards d'euros d'argent public versés chaque année aux grandes entreprises sans contrepartie, premier budget de l'État, doivent être **réorientés vers les services publics**, qui assurent la cohésion sociale et l'égalité d'accès aux droits.

De même, **les 100 milliards d'euros de dividendes annuels doivent contribuer à la solidarité nationale**, plutôt qu'à l'accumulation de richesses et de pouvoir entre les mains de quelques-uns.

Vendredi 4 septembre, l'ensemble des organisations syndicales du conseil départemental de la Gironde, appellent à la mobilisation à 8h30 devant la salle Condorcet de Pessac. Le Président du département, Jean-Luc GLEYZE, présentera son plan de restructuration et expliquera aux agents du social et du médico-social comment ils devront faire encore plus avec encore moins... Des milliers de familles sont sinistrées, traumatisées et les coupes budgétaires se poursuivent !!

Fin septembre, notamment le 29 septembre, les pompiers seront en grève pour exiger des moyens avec l'ensemble des fonctionnaires.

Nous appelons à participer à ces mobilisations, comme à toutes celles qui seront décidées pour combattre l'austérité, le recul des services publics, imposer la justice sociale et environnementale indispensable à l'avenir du pays.

Bordeaux, le 26 août 2026